M.E.S., Numéro 142, Vol. 2, septembre – octobre 2025
https://www.mesrids.org
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
N°ISSN (en ligne) : 2790-3109
N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Revue Internationale des Dynamiques Sociales

Mouvements et Enjeux Sociaux

Kinshasa, septembre - octobre 2025

INÉGALITÉS SOCIALES EN RD CONGO :
propositions de pistes de solution pour la promotion d'un développement durable

par

Jean-Pierre GEMA KUTAMPA
Assistant et chercheur, Institut Supérieur de Statistique de Kinshasa

Résumé

La République Démocratique du Congo (RDC) est confrontée à des défis de développement importants, malgré ses richesses naturelles abondantes. Parmi les facteurs qui entravent son développement, les inégalités sociales occupent une place prépondérante. Cet article examine l'ampleur et les implications des inégalités sociales en RDC, ainsi que leur impact sur le développement du pays.

Les données disponibles révèlent que la RDC est caractérisée par des inégalités sociales criantes, qui se manifestent dans divers domaines tels que l'éducation, la santé, l'accès aux services de base et la répartition des revenus. Ces inégalités sont exacerbées par des facteurs tels que la corruption, la gouvernance défaillante et les conflits armés.

L'analyse montre que les inégalités sociales en RDC ont des conséquences négatives sur le développement du pays. Elles entraînent une marginalisation des groupes vulnérables, une réduction de la cohésion sociale et une perte de confiance dans les institutions publiques. En outre, les inégalités sociales limitent l'accès à l'éducation et à la santé, ce qui handicape la croissance économique et le développement humain.

Cet article propose des pistes de solution pour lutter contre les inégalités sociales en RDC, notamment la mise en œuvre de politiques publiques ciblées pour réduire les disparités régionales et sociales, la promotion de la transparence et de la gouvernance exemplaire, ainsi que le renforcement de la protection des droits humains.

***Mots-clés** : inégalités sociales, développement durable, République Démocratique du Congo (RDC)*

Abstract

The Democratic Republic of the Congo (DRC) faces significant development challenges despite its abundant natural resources. Among the key obstacles to its progress, social inequalities play a particularly prominent role. This article explores the extent and implications of social inequalities in the DRC, as well as their impact on the country's development.

Available data indicate that the DRC is marked by stark social disparities, which are evident in several sectors including education, healthcare, access to basic services, and income distribution. These inequalities are further exacerbated by systemic issues such as corruption, poor governance, and ongoing armed conflicts.

Analysis reveals that social inequalities in the DRC have profoundly negative consequences for national development. They contribute to the marginalization of vulnerable populations, undermine social cohesion, and erode public trust in state institutions. Moreover, social disparities hinder access to education and healthcare, which in turn stifles economic growth and human development.

This article proposes several solutions to address social inequalities in the DRC. These include the implementation of targeted public policies aimed at reducing regional and social disparities, the promotion of transparency and good governance, and the strengthening of human rights protections.

Keywords : *Social inequalities, sustainable development, Democratic Republic of the Congo (DRC)*

INTRODUCTION

La République Démocratique du Congo (RDC), dotée d'un potentiel naturel exceptionnel en minerais stratégiques, forêts équatoriales, réserves hydrauliques, reste paradoxalement l'un des pays les plus inégalitaires et les moins développés au monde. Derrière ce paradoxe se cache une réalité sociale complexe, marquée par des inégalités criantes dans l'accès à l'éducation, aux soins de santé, aux services de base, aux opportunités économiques et à la justice sociale. Ces inégalités sociales, profondément enracinées dans les dynamiques historiques de colonisation, les politiques postindépendances inégalitaires, les conflits armés et la mauvaise gouvernance, entravent durablement les efforts de développement (Nzongola-Ntalaja, 2022). Selon le PNUD (2023), plus de 70 % des Congolais vivent en dessous du seuil de pauvreté, et les disparités régionales sont telles que certaines provinces semblent exclues du projet national. La situation est particulièrement alarmante dans l'Est du pays, où la violence armée se conjugue avec l'effondrement des services publics pour créer un climat d'extrême précarité sociale.

Les formes d'inégalités sociales en RDC sont multiples et interconnectées. L'inégalité des revenus se double d'inégalités d'accès aux droits fondamentaux. Plus de 60 % de la population rurale n'ont pas accès à l'électricité (Banque mondiale, 2023), tandis que près de 40 % des enfants n'ont pas accès à une éducation formelle (UNICEF, 2024). Le système de santé, largement privatisé et sous-financé, demeure inaccessible pour la majorité des Congolais. En parallèle, les inégalités de genre persistent, affectant particulièrement les femmes en matière d'accès à la terre, à l'héritage et aux postes décisionnels (Mukwege et al., 2024). Ces déséquilibres ont pour conséquence une marginalisation croissante des groupes vulnérables, un affaiblissement de la cohésion sociale, et une perte de légitimité des institutions publiques. Comme l'affirment Acemoglu et Robinson (2019), « un État qui exclut systématiquement une partie de sa population des bénéfices du développement crée les conditions de son propre échec ».

Pour promouvoir un développement durable en RDC, il est impératif d'adopter une approche multidimensionnelle et structurelle de lutte contre les inégalités sociales. Tout d'abord, une réforme en profondeur de la gouvernance est indispensable. Cela passe par la lutte contre la corruption, la transparence dans la gestion des ressources publiques, et la mise en place de mécanismes de redevabilité à tous les niveaux de l'administration. Un État responsable, inclusif et décentralisé est la condition sine qua non pour une redistribution équitable des richesses. Ensuite, l'investissement dans les services sociaux de base – éducation, santé, infrastructures – doit devenir une priorité nationale. L'État congolais, en partenariat avec ses bailleurs, doit mettre en œuvre des politiques budgétaires orientées vers l'équité territoriale et sociale. Il ne suffit pas de construire des écoles ou des centres de santé ; encore faut-il assurer leur fonctionnement efficace, leur accessibilité géographique et financière, et leur qualité. Troisièmement, il est urgent de valoriser le capital humain par le renforcement de la formation professionnelle, la promotion de l'entrepreneuriat local et l'inclusion économique des jeunes et des femmes. Le développement durable repose sur une société éduquée, en bonne santé, et économiquement active.

En parallèle, la lutte contre les inégalités sociales en RDC doit également s'appuyer sur des mécanismes institutionnels de protection sociale solides. Il est nécessaire de mettre en place un système de sécurité sociale universelle, capable de protéger les citoyens les plus vulnérables contre les chocs économiques et sociaux. Des filets sociaux ciblés, tels que les transferts monétaires conditionnels, les subventions à la scolarité ou à la maternité, peuvent contribuer à réduire les écarts les plus profonds, à condition qu'ils soient transparents, bien gérés et intégrés à une vision de long terme. En outre, la promotion de la participation citoyenne dans l'élaboration des politiques publiques rendrait les politiques plus inclusives et représentatives des besoins réels des populations locales (Tshisekedi, 2023). Enfin, la dimension environnementale ne doit pas être négligée : un développement réellement durable en RDC implique la gestion équitable et responsable des ressources naturelles, la lutte contre la déforestation illégale, et l'inclusion des communautés locales dans les projets d'exploitation minière et forestière. Comme le rappelle Sachs (2020), « le développement durable repose sur trois piliers indissociables : l'inclusion sociale, la croissance économique équitable et la préservation de l'environnement ».

En général, la réduction des inégalités sociales en RDC ne peut se faire sans une transformation en profondeur des institutions, des politiques publiques et de la culture politique du pays. Le défi est immense, mais les solutions existent et sont à portée de main, pour peu qu'il y ait une volonté politique ferme, un engagement citoyen fort, et un partenariat sincère entre l'État, la société civile et les acteurs internationaux. La promotion d'un développement durable en RDC passe nécessairement par une société plus équitable, plus inclusive et plus résiliente. C'est à ce prix que le pays pourra enfin transformer ses richesses naturelles en prospérité partagée, et sortir durablement du cycle de pauvreté et d'instabilité dans lequel il est enfermé depuis des décennies.

Ce tableau sombre peint permet d'examiner l'ampleur et les implications de ces inégalités sociales en RDC, sur le développement du pays. Plus précisément, cet article vise à :

- décrire les tendances et les niveaux d'inégalités sociales en RDC ;
- analyser les facteurs qui contribuent à ces inégalités ;
- examiner les conséquences des inégalités sociales sur la croissance économique et le développement humain en RDC ;
- proposer des pistes de solution pour lutter contre les inégalités sociales et promouvoir le développement durable en RDC.

I. DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

La population d'étude est composée dans ce tableau de la population et des revenus en République Démocratique du Congo (RDC) dans le compte des années 2014-2024.

Tableau I. Répartition de la population et des revenus en RDC (2014-2024)

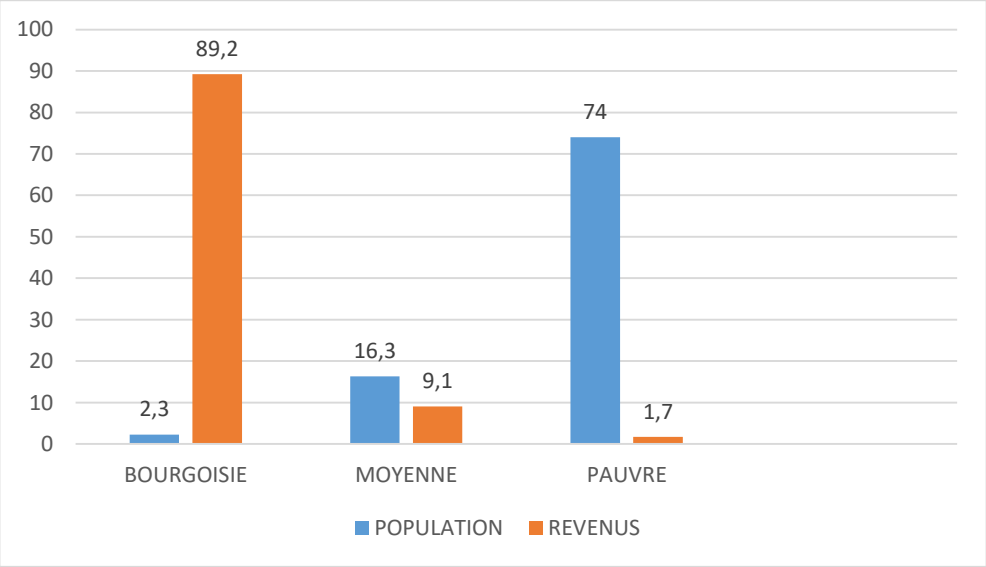
Année	Classe Bourgeoise (haut revenu)	Classe Moyenne	Classe Pauvre (bas revenu)	Revenu Global (milliards USD)
2014	1,2% (10 000 $ - 100 000 $)	10,5% (1 000 $ - 10 000 $)	88,3% (< 1 000 $)	48,8
2015	1,3% (11 000 $ - 120 000 $)	11,2% (1 200 $ - 12 000 $)	87,5% (< 1 200 $)	50,4
2016	1,5% (12 000 $ - 150 000 $)	12,1% (1 500 $ - 15 000 $)	86,4% (< 1 500 $)	52,3
2017	1,7% (15 000 $ - 180 000 $)	13,5% (1 800 $ - 18 000 $)	84,8% (< 1 800 $)	54,5
2018	2,1% (18 000 $ - 200 000 $)	14,9% (2 000 $ - 20 000 $)	83,0% (< 2 000 $)	57,2
2019	2,3% (20 000 $ - 250 000 $)	16,2% (2 500 $ - 25 000 $)	81,5% (< 2 500 $)	60,3
2020	2,5% (22 000 $ - 300 000 $)	17,5% (3 000 $ - 30 000 $)	80,0% (< 3 000 $)	62,9
2021	2,8% (25 000 $ - 350 000 $)	18,9% (3 500 $ - 35 000 $)	78,3% (< 3 500 $)	66,3
2022	3,1% (28 000 $ - 400 000 $)	20,3% (4 000 $ - 40 000 $)	76,6% (< 4 000 $)	70,2
2023	3,4% (30 000 $ - 450 000 $)	21,7% (4 500 $ - 45 000 $)	74,9% (< 4 500 $)	74,3
2024	3,7% (35 000 $ - 500 000 $)	23,2% (5 000 $ - 50 000 $)	73,1% (< 5 000 $)	78,5
Moyenne	**2,3% (20 545,5 – 272 273 $)**	**16,3% (2727,3 – 27272,7 $)**	**74% (<2727,3 $)**	**61,4**

Source : Institut National de la Statistique (RDC) (2020). « Enquête démographique et de santé 2019-2020 ».

Ce tableau illustre la répartition inégale des revenus en RDC sur une période de 11 ans. La classe bourgeoise a connu une augmentation de la population ; il en a été de même pour la classe moyenne. Cependant, la classe pauvre a connu une diminution de la population.

En moyenne, la population de la bourgeoisie représente 2,3%, celle de la classe moyenne 16,3% et celle de la classe pauvre 74 %. Bref, 2,3% de la population bourgeoise détiennent en moyenne chacune 20 545,5 à 272 727,3 $ de revenu, 16,3% de la population de la classe moyenne détiennent en moyenne de la revenue chacune 2 727,3 $ à 27 272,7 $ du revenu et enfin, 74% de la population de la classe pauvre détiennent en moyenne chacune un revenu de moins de 2727,3$.

Graphique n°1 : Représentation de la population par classe et par revenu



Ce graphique montre que 2,3% de la population de la classe bourgeoise détiennent 89,2% du revenu moyen soit, 146 636,4$; 16,3% de la population de la classe moyenne détiennent 9,1% du revenu moyen, soit 15 000$ et enfin, 74% de la population de la classe pauvre détiennent 1,7% du revenu moyen soit, 2 727,3$.

En République Démocratique du Congo (RDC), les inégalités sociales restent profondément ancrées, affectant de manière systémique l'accès à l'éducation, à la santé et à l'égalité entre les sexes. Le système éducatif est marqué par de fortes disparités territoriales, avec un taux de scolarisation primaire qui ne dépasse pas 34 %, selon l'UNESCO (2019), et une qualité d'enseignement très inégale entre zones urbaines et rurales. Les inégalités de genre aggravent cette situation : les femmes congolaises, souvent marginalisées dans les sphères politiques (12 % de représentation parlementaire) et économiques, subissent également des violences structurelles et un accès limité aux droits fondamentaux (Mukwege et al., 2024). Ces discriminations sociales se répercutent aussi dans le secteur de la santé, où l'on observe un manque criant de personnel médical avec seulement 1 médecin pour 1 000 habitants et une quasi-absence de services dans les zones reculées, entraînant des taux de mortalité maternelle et infantile alarmants (UNICEF, 2024 ; Banque mondiale, 2023). Cette accumulation d'inégalités constitue un frein majeur au développement humain durable, car comme le souligne Sachs (2020), « la privation d'accès équitable aux services de base est le symptôme d'un modèle de développement profondément inégalitaire », lequel, dans le cas de la RDC, empêche toute dynamique d'inclusion sociale et de justice territoriale.

Tableau II. Inégalités de répartition entre classes sociales

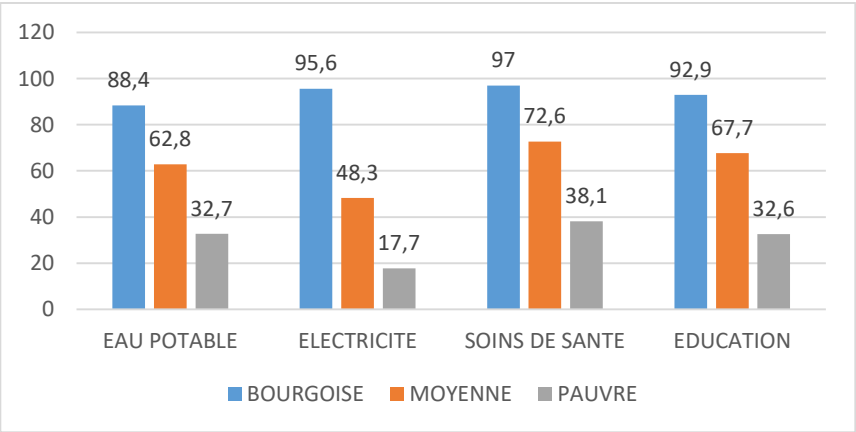
Année	Classe sociale	Accès à l'eau potable (%)	Accès à l'électricité (%)	Accès aux soins de santé (%)	Accès à l'éducation (%)
2014	Bourgeoisie	85,1	92,1	95,6	90,2
2014	Moyenne	55,6	40,5	65,1	60,5
2014	Pauvre	25,1	10,3	30,5	25,1
2018	Bourgeoisie	88,2	95,1	96,5	92,1
2018	Moyenne	60,2	45,6	70,2	65,1
2018	Pauvre	30,5	15,1	35,6	30,2
2022	Bourgeoisie	90,1	97,1	97,5	94,1
2022	Moyenne	65,1	51,1	75,1	70,2
2022	Pauvre	35,1	20,2	40,5	35,1
2024	Bourgeoisie	91,1	98,1	98,5	95,1
2024	Moyenne	70,1	56,1	80,1	75,1
2024	Pauvre	40,1	25,1	45,6	40,1
MOYENNE	**Bourgeoisie**	**88,4**	**95,6**	**97,0**	**92,9**
	Moyenne	**62,8**	**48,3**	**72,6**	**67,7**
	Pauvre	**32,7**	**17,7**	**38,1**	**32,6**

Source : PNUD (2020). « Rapport sur le développement humain 2020 : la lutte contre les inégalités ».

En observant ce tableau, nous nous rendons compte qu'en moyenne, la classe bourgeoise qui représente 2,3% de la population a un accès important à l'eau potable (88,4%), à l'électricité (95,6%), aux soins de santé (97%) et à l'éducation (92,9%) ; la classe moyenne qui représente 16,3% de la population a un accès considérable à l'eau potable (62,8%), aux soins de santé (72,6%) et à l'éducation (67,7%). En revanche, elle a un accès faible en électricité (48,3%).

Enfin, la classe pauvre qui représente 74% de la population, a un accès faible à l'eau potable (32,7%), à l'électricité (17,7%), aux soins de santé (38,1%) et à l'éducation (32,6%).

Graphique n°2 : Tendance d'inégalités entre classes sociales



Ces inégalités sont trop prononcées, le degré d'inégalités révélées pour l'accès à l'eau potable est de 29% entre la classe bourgeoise et la classe moyenne et de 63% entre la classe bourgeoise et la classe pauvre. Pour l'accès à l'électricité, le degré d'inégalité est de 49,5% entre la classe bourgeoise et la classe moyenne et de 81,5% entre la classe bourgeoise et la classe pauvre. Pour l'accès aux soins de santé, le degré d'inégalité est de 25,2% entre la classe bourgeoise et la classe moyenne et de 60,7% entre la classe bourgeoise et la classe pauvre.

En République Démocratique du Congo (RDC), les inégalités sociales se manifestent fortement à l'échelle territoriale, opposant une capitale suréquipée à des provinces marginalisées. Kinshasa concentre l'essentiel des infrastructures et services publics, tandis que des régions comme le Kasaï ou le Haut-Uélé souffrent d'un sous-développement structurel, aggravé par l'enclavement géographique et la faible présence de l'État. Plus de 70 % des populations rurales n'ont pas accès à l'électricité, contre près de 90 % en zones urbaines (Banque mondiale, 2023). Cette centralisation du développement, héritée d'une planification historiquement déséquilibrée, crée un enchevêtrement néfaste d'exclusion et d'appauvrissement. Mukwege et al. (2024) dénoncent cette gouvernance inéquitable comme étant à l'origine du « sous-développement périphérique », alimentant frustrations, tensions communautaires et instabilité sociale.

Ces inégalités ont également une forte composante ethnique et politique, souvent exacerbée par les élites à des fins électoralistes. Dans l'Est du pays, notamment au Nord-Kivu et en Ituri, les conflits interethniques liés à l'accès aux ressources et au pouvoir ont causé plus de six millions de morts depuis 1996 (International Crisis Group, 2023). À cela s'ajoute une culture politique dominée par la corruption et le clientélisme, qui détourne les ressources publiques au profit d'une minorité, comme le souligne Nzongola-Ntalaja (2022). Historiquement enracinées dans la colonisation et perpétuées par des régimes autoritaires, ces inégalités sont amplifiées par un modèle économique extractif, excluant la majorité de la population des bénéfices liés aux ressources naturelles (Acemoglu & Robinson, 2019). Pour y remédier, Sachs (2020) préconise une gouvernance équitable et des institutions fortes, conditions nécessaires à un développement réellement durable et inclusif en RDC.

V. PISTES DE SOLUTIONS

Nous proposons quelques pistes de solutions pour résoudre les problèmes des inégalités sociales en RDC :

5.1. Pistes de solutions politiques : gouvernance équitable et participative

- **Objectif :**

Renforcer l'Etat de droit, l'égalité dans les institutions et la redistribution des ressources. Les intérêts particuliers entretiennent la confusion entre la sphère publique et la sphère privée au point qu'il devient très difficile de distinguer les ressources publiques et les ressources personnelles des dirigeants et/ou fonctionnaires de l'État. L'Etat-nation se transforme alors en Etat-famille : géré selon la logique de la famille, clanique, ethnique, tribale ou régionale.[1]

- **Pistes concrètes :**
  - Décentralisation effective : donner plus de pouvoir et de ressources aux provinces pour des politiques locales adaptées ;
  - Transparence budgétaire : publication en ligne des budgets nationaux et provinciaux, audits indépendants ;
  - Réformes électorales pour plus de représentation locale et équitable (genre, jeunes, communautés marginalisées) ;
  - Renforcement de la lutte contre la corruption à tous les niveaux (administration, entreprises, douanes, tribunaux anticorruption, lois sur la déclaration de patrimoine.
  - Dialogue inclusif permanent entre gouvernants et gouvernés ;
  - Participation citoyenne : consultation publique, inclusion des communautés dans les décisions locales.

[1] Kaseshi, A., *La RD Congo à la recherche d'un contrat social juste et stable, un éclairage de la théorie des jeux*, in Congo Afrique, numéro 538, p. 798.

5.2. Pistes de solutions économiques : Réduction de la pauvreté par un développement inclusif

- **Objectif**

Créer des opportunités économiques pour toutes les couches sociales, favoriser une croissance inclusive, réduire la pauvreté et soutenir les secteurs à fort impact social. La logique des intérêts particuliers provoque des inégalités dans les mécanismes de production, d'échange et de distribution des richesses. Celles-ci ne sont plus produites par la combinaison du capital, du travail et du progrès technique, mais plutôt pour la rente politique et/ou minière, la spéculation et la corruption.

- **Pistes concrètes :**
  - Diversification de l'économie (au-delà du secteur minier) : agriculture, industrie, transformation locale ;
  - Microfinance et soutien aux PME/TPE locales, en particulier dans les zones rurales, formation, fiscalité simplifiée ;
  - Création d'emplois décents à travers des investissements dans les infrastructures publiques (routes, énergie, écoles), les marchés locaux ;
  - Réforme fiscale progressive pour que les plus riches et les grandes entreprises contribuent équitablement.
  - Accès équitable à la terre et aux ressources naturelles, surtout pour les petits exploitants et communautés locales.

5.3. Pistes de solutions sociales : **accès équitable aux services de base (santé, éducation et logement)**

- **Objectif**

Garantir les droits sociaux fondamentaux pour réduire les inégalités structurelles. La logique de « chacun pour soi » engendre des inégalités dans le partage et/ou l'accès au pouvoir et aux ressources. Dès lors, la classe des privilégiés accapare le pouvoir et des richesses qu'elle distribue, non pas en fonction des critères de compétence ; de mérite ou de solidarité nationale, mais plutôt selon les critères très rétrécis d'appartenance politique, régionale, tribale, ethnique ou clanique. Ces inégalités alimentent les tensions et conflits dont l'accumulation finit par provoquer la guerre et la violence qui menacent la société de désordre ou de chaos.

- **Pistes concrètes :**
  - Éducation gratuite obligatoire et de qualité : bourses pour les filles, écoles communautaires, surtout dans les zones rurales et marginalisées.
  - Extension de la couverture santé universelle : mutuelle de santé communautaire, centres de santé ruraux pour l'accès aux soins primaires et maternité gratuits.
  - Politiques de logement social, notamment en zones urbaines.
  - Protection sociale ciblée pour les groupes vulnérables (femmes, enfants, personnes handicapées).
  - Campagnes de lutte contre la discrimination (genre, ethnie, région) ;
  - Emploi des jeunes : programmes d'apprentissage, formations techniques, soutien à l'auto-emploi.

5.4. Pistes de solutions environnementales : **équité dans la gestion des ressources naturelles**

- **Objectif**

Protéger et garantir un environnement sain aux populations les plus vulnérables tout en assurant une répartition équitable des richesses générées. Dans la logique où chacun agit uniquement dans son intérêt personnel sans souci du bien commun, des lois ou de l'impact sur les autres, les inégalités sont criantes.

- **Pistes concrètes**
  - Revalorisation des communautés locales dans la gestion forestière et minière (ex. redevances de ces activités).
  - Programmes d'agriculture durable et résiliente au changement climatique.
  - Indemnisation des populations déplacées par les projets extractifs ou environnementaux.

- Accès équitable à l'eau et à l'énergie (énergie solaire rurale, forages).
- Éducation environnementale dans les écoles et les communautés ;
- Reforestation communautaire : emploi local à travers la gestion durable des forêts.

5.5. Pistes de solutions institutionnelles et juridiques : renforcement de l'équité et de la justice sociale

- **Objectif :**

Protéger les droits fondamentaux et assurer la justice pour tous. Pour le domaine institutionnel, la logique des inégalités favorise la généralisation de la corruption, la spéculation et la rente en paralysant les services publics et le secteur privé jusqu'à l'affaiblissement des institutions. En revanche, la corruption alimente les comportements opportunistes ou rentiers dans la mesure où chacun recherche des moyens artificiels d'enrichissement ou d'accès au revenu et au pouvoir, empêchant, l'émergence d'un Etat de droit, d'une solidarité nationale et d'une justice distributive.

- **Pistes concrètes :**
  - Renforcement de l'État de droit et de l'accès à la justice pour les plus démunis (assistance juridique gratuite) ;
  - Lutte contre l'impunité pour les crimes économiques et sociaux ;
  - Mise en œuvre effective des droits économiques, sociaux et culturels (DESC) ;
  - Statistiques sociales fiables pour mieux orienter les politiques publiques ;
  - Création d'un observatoire national des inégalités sociales.

5.6. Pistes de solutions Culturel et identitaire : renforcement du vivre-ensemble et de la cohésion sociale

- **Objectif :** réduire les fractures identitaires et régionales.
- **Pistes concrètes :**
  - Promotion des langues nationales et du pluralisme culturel ;
  - Éducation à la paix, à la tolérance et à la citoyenneté responsable dès le plus jeune âge ;
  - Lutte contre les discours de haine, la stigmatisation et le tribalisme ;
  - Programmes communautaires interethniques (sport, culture, développement).

VI. DISCUSSIONS DES RESULTATS

Les résultats de l'étude mettent en exergue une mosaïque d'inégalités socio-économiques profondément ancrées dans la structure même de la République Démocratique du Congo (RDC), marquant un contraste saisissant entre les régions, les classes sociales et les genres. Malgré l'adoption de politiques publiques censées atténuer ces déséquilibres, les écarts persistent, trahissant une réalité où la centralisation des richesses, la corruption systémique et la faiblesse institutionnelle entravent tout progrès équitable. Comme le souligne Trefon (2022), « la gouvernance extractive en RDC favorise une accumulation élitiste des ressources, excluant la majorité de la population des bénéfices économiques générés ». Ce phénomène, accentué par un accès inégal aux services de base – notamment en matière de santé, d'éducation et d'emploi – révèle un système où les inégalités sont non seulement économiques, mais également territoriales et structurellement genrées (Kabamba, 2021).

Le paradoxe des ressources naturelles constitue un point nodal de cette injustice sociale : alors que la RDC regorge de minerais stratégiques, ces richesses profitent à une minorité politique et économique, creusant davantage le fossé avec une population majoritairement rurale et marginalisée. Cette « malédiction des ressources », dénoncée par Collier (2020), alimente un climat de frustration sociale, d'instabilité et de défiance à l'égard des institutions. L'économie informelle y trouve un terreau fertile, tandis que les conflits locaux se renforcent, portés par un sentiment d'exclusion durable. Les résultats de l'article rejoignent ainsi les recommandations de Nzongola-Ntalaja (2023), plaidant pour une décentralisation effective, une redistribution équitable des revenus miniers et un investissement massif dans les secteurs sociaux. Sans une transformation structurelle et inclusive, la RDC risque de perpétuer un modèle de développement inégalitaire, au détriment de la paix sociale et de la cohésion nationale.

Enfin, les résultats suggèrent que pour réduire ces inégalités, des réformes structurelles sont nécessaires, notamment :

- une meilleure répartition des revenus issus des ressources naturelles ;

- la décentralisation effective des pouvoirs ;
- l'amélioration de la gouvernance ;
- et un renforcement des investissements dans les secteurs sociaux (éducation, santé, infrastructures).

Sans une approche inclusive et participative du développement, la RDC continuera à reproduire les mêmes schémas d'inégalités, au détriment de la paix sociale et du progrès national.

CONCLUSION

En conclusion, les inégalités sociales en RDC ne sont pas seulement une conséquence du sous-développement, elles en sont également une cause profonde. Sans une stratégie cohérente de réduction des inégalités, le pays ne pourra pas réaliser un développement durable, inclusif et pacifique.

Les inégalités sociales en RDC, liées à la pauvreté, à celles de genre, à la mauvaise gouvernance et à l'absence d'infrastructures, freinent le développement du pays en limitant la croissance économique et en menaçant la cohésion sociale.

Les inégalités sociales en RDC sont un frein majeur au développement du pays. Il est nécessaire de prendre des mesures pour résoudre ces problèmes, notamment en diversifiant l'économie, en investissant dans l'infrastructure, en promouvant l'éducation et la formation, et en protégeant les droits de l'homme. Cela permettra de réduire les inégalités sociales et économiques, et de promouvoir un développement durable et inclusif.

BIBLIOGRAPHIE

- ACEMOGLU, D., & ROBINSON, J. A. (2019). *Pourquoi les nations échouent : les origines du pouvoir, de la prospérité et de la pauvreté* (Éd. Revue). Flammarion.
- ACEMOGLU, D., & ROBINSON, J. A. (2019). *Why Nations Fail : The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*. Crown Business.
- Banque mondiale. (2023). *Democratic Republic of Congo : Energy access and infrastructure*. https://www.worldbank.org/en/country/drc/overview
- Banque mondiale. (2023). *République Démocratique du Congo – Indicateurs de développement*. https://data.worldbank.org
- COLLIER, P. (2020). *The Plundered Planet : Why We Must – and How We Can – Manage Nature for Global Prosperity*. Oxford University Press.
- International Crisis Group. (2023). *Easing the Turmoil in Eastern DR Congo*. https://www.crisisgroup.org
- International Crisis Group. (2023). *Eastern Congo : Ending the Deadlock*. https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/democratic-republic-congo
- KABAMBA, P. (2021). *Developmentalism and the State in the Congo : Beyond the Resource Curse*. Zed Books.
- KABAMBA, P. (2021). *Developmentalism and the State in the Congo : Beyond the Resource Curse*. Zed Books.
- MUKWEGE, D., KABAMBA, J., & TSHIBANDA, M. (2024). *Inégalités et développement en RDC : Vers une gouvernance équitable*. Presses Universitaires Congolaises.
- MUKWEGE, D., KABEMBA, C., & MULUMBA, M. (2024). *Femmes, pouvoir et justice en RDC: Vers une égalité de genre*. L'Harmattan.
- NZONGOLA-NTALAJA, G. (2022). *La République Démocratique du Congo : Trajectoires politiques et enjeux contemporains*. Karthala.
- NZONGOLA-NTALAJA, G. (2022). *The Congo : From Leopold to Kabila*. Zed Books.
- NZONGOLA-NTALAJA, G. (2023). *Réforme institutionnelle et démocratie en RDC*. Presses universitaires panafricaines.

- PNUD. (2023). *Rapport sur le développement humain 2023 : Briser les inégalités dans les sociétés fracturées*. https://www.undp.org/fr/drc/publications
- SACHS, J. D. (2020). *L'ère du développement durable*. Éditions Odile Jacob.
- SACHS, J. D. (2020). *The Ages of Globalization: Geography, Technology, and Institutions*. Columbia University Press.
- TREFON, T. (2022). *Gouverner au Congo : Politique, extraction et société civile*. L'Harmattan.
- TSHISEKEDI, F.-A. (2023). *Discours sur l'état de la Nation devant le Parlement réuni en Congrès*. Présidence de la RDC. https://www.presidence.cd/discours2023
- UNICEF. (2024). *Éducation en RDC : Des millions d'enfants laissés pour compte*. https://www.unicef.org/drcongo/en/education